Â

Cette annÃ©e, la commÃ©moration de la JournÃ©e internationale de la femme (Jif), en raison du contexte de post-crise en CÃ´te d'Ivoire, se veut un forum de rÃ©conciliation et de reconstruction nationale, une plateforme idÃ©ale pour l'Ã©valuation de la situation des femmes ivoiriennes dans le processus de dÃ©veloppement. Et le ministÃ¨re de la Famille, de la Femme et de l'Enfant qui entend trouver les voies et moyens pour favoriser leur engagement dans les diffÃ©rents secteurs d'activitÃ©s afin de faire progresser l'Ã©galitÃ© des sexes, a organisÃ©, le 22 fÃ©vrier, dernier des ateliers sectoriels de rÃ©flexion. Le thÃ¨me : Â«bilan de la prÃ©sence des femmes ivoiriennes dans tous les secteurs d'activitÃ©. Quelles perspectives pour la jeune femme de demain?Â». En effet, il s'agissait pour la centaine de participantes issues de l'administration publique, des secteurs du vivrier, de la dÃ©fense, des mÃ©dias, des professions libÃ©rales, de la diplomatie, des femmes au foyer, des jeunes, du monde des arts, des Ong... de relever les forces et faiblesses inhÃ©rentes Ã leur Ã©volution et d'identifier, au finish, les solutions et les opportunitÃ©s pour une plus grande promotion, participation et contribution des femmes Ã la marche de la nation.

Des avancÃ©es notables

La perception de la gestion du pouvoir ou de la vie publique comme une affaire exclusivement masculine tend Ã disparaÃ®tre. Les participantes au sÃ©minaire ont, en effet, reconnu que les choses Ã©voluent et que d'Ã©normes progrÃ¨s ont Ã©tÃ© accomplis pour l'Ã©mancipation des femmes. Elles en veulent pour preuve les diffÃ©rents rapports nationaux Ã©laborÃ©s en 2010, notamment celui de Beijing + 15, A cet effet, quelques chiffres concernant la rÃ©duction des inÃ©galitÃ©s entre les sexes illustrent bien la situation. Dans le secteur de l'Education, l'indice de paritÃ© entre les sexes dans l'enseignement primaire a connu une progression sur la pÃ©riode allant de 1977 Ã 2000, passant de 0,77 Ã 0,81.

Il faut savoir que la paritÃ© est exacte Ã 1. Par ailleurs, le taux net de scolarisation des filles du primaire est de 53,07% contre 58, 84% pour les garÃ§ons en 2008. Au niveau de la santÃ©, la mortalitÃ© maternelle a connu une lÃ©gÃ¨re baisse passant de 597 pour 100 000 naissantes vivantes en 1994 Ã 543 pour 100 000 naissantes vivantes en 2005. Quant Ã la participation Ã la vie publique, le taux des femmes membres du Conseil Ã©conomique et social est passÃ© de 15,8% en 1999 Ã 21% en 2005. A l'AssemblÃ©e nationale, leur taux sont Ã©tait de 4,6 % en 1990, ouis 8,9% en 2001 et Ã environ 11% en 2011. Globalement,

dira la ministre Raymonde Coffie, Â«nous pouvons dire que des progrÃ¨s ont Ã©tÃ© rÃ©alisÃ©s et l'Afrique de 2012 n'est pas l'Afrique des annÃ©es 1960Â».

La persistance des freins culturels

Comme si l'on avait honte de rÃ©vÃ©ler ces chiffres effarants, il n'existe pas de statistiques fiables en ce qui concerne la prÃ©sence des femmes dans l'administration publique et privÃ©e. Les participantes au sÃ©minaire ont cependant donnÃ©, par corporation, un aperÃ§u de la situation. Les avocates reprÃ©sentent 25 % des hommes en toges. A la douane sur un effectif de 2500 agents, on compte 210 femmes et sur 19 administrateurs, 3 sont des femmes. Au TrÃ©sor public, il y a 15 directions centrales dont 3 sont occupÃ©es par des femmes. A la police nationale, pour plus d'une centaine de commissaires de police, elles ne sont qu'une douzaine. Quant Ã la DÃ©fense, sur prÃ¨s de 20000 militaires, on dÃ©nombre 132 femmes dont 25 officiers. Les femmes du monde de l'art ne sont pas logÃ©es Ã la meilleure enseigne.

En effet, sur 54 plasticiens, elles sont 6 femmes et il n'y a pas de femme rÃ©alisatrice de long mÃ©trage. A FraternitÃ© Matin, le plus grand journal d'Afrique noire francophone, hormis la PrÃ©sidente du conseil d'administration (Pca), Mme Viviane Zunon KiprÃ©, il n'y a aucune femme Ã des postes de dÃ©cision. Et la liste, dit-on, n'est pas exhaustive! Pour expliquer ce tableau, Assi Assi CÃ©lestine, prÃ©sidente du RÃ©seau des femmes administrateurs de CÃ´te d'Ivoire et par ailleurs, directrice des marchÃ©s publics Abidjan, affirme Â«qu'il faut encore compter avec la phallocratie qui continue de prÃ©valoir dans plusieurs secteursÂ», Et Ã la persistance des freins culturels, s'ajoute, entre autres, une lÃ©gislation parfois discriminatoire. Des femmes juristes ont dÃ©noncÃ©, notamment la loi sur le mariage qui dit d'office que Â«l'homme est le chef de la famille.Â» Aussi, ont-elles souhaitÃ© que la puissance paternelle soit remplacÃ©e par la puissance parentale. Elles ont, en sus, relevÃ© le cas de la femme au foyer (choix dÃ©libÃ©rÃ© ou subi), pierre angulaire de la famille qui n'a pourtant aucun statut juridique. Devenant ainsi le parent pauvre de la sociÃ©tÃ©. Aussi, compte tenu de leur manque d'Ã©panouissement, des femmes au foyer, Ã l'instar de Mme DiabatÃ© Djessira, ont-elles Ã©mis le voeu qu' Â«une indemnitÃ© leur soit versÃ©e au prorata des naissancesÂ». En outre, plusieurs Ong de lutte contre les violences faites aux femmes ont regrettÃ© Â«l'augmentation du certificat mÃ©dical fixÃ© Ã 30.000 au lieu de 5000F CfaÂ».

Quant Ã la ministre Raymonde Coffie, elle croit fermement que ces entraves sont dues au fait que Â«certains ne sont pas prÃªts Ã cÃ©der le pouvoir, quand la plupart des hommes n'imaginent mÃªme pas leurs Ã©pouses Ã©mettre une opinion publiquement.Â» Ce qu'ils

acceptent, par contre, Â«c'est que les opinions que les femmes Ã©mettent restent dans le secret de la nuit. Les hommes se rÃ©servant le privilÃ¨ge de s'en prÃ©valoir le jour et recevoir les fÃ©licitations de leurs employÃ©s ou collaborateurs pour leur clairvoyance ou leur sagacitÃ©Â», a-t-elle ironisÃ©. Avant de soutenir qu'il est temps que Â« les femmes prennent le lead. Qu'elles prennent les devants des choses pour s'assumer pleinementÂ» Mme Komenan Ahou Janet, chef d'entreprise, avitailleur en offshore pense aussi que les femmes pour rÃ©ussir doivent Â«transformer les dÃ©fis en opportunitÃ© et se les accaparer dÃ©finitivement.Â»

Les cercles de pression fÃ©ministes

Â«En CÃ´te D'Ivoire, il existe une rÃ©elle volontÃ© politique.Â», tÃ©moigne Mariam Dao Gabala chef d'entreprise et prÃ©sidente de la coalition des femmes leaders de CÃ´te d'Ivoire (Cefelci) Toute chose qui favorise, indique-t-elle, non seulement la prolifÃ©ration des cercles de pression fÃ©ministes mais renforce leur champ d'action. Â«Nous arriverons Ã bout de ces boulets par la sensibilisation. C'est parce que les populations n'ont pas d'information sur la question qu'elles ont encore des rÃ©ticencesÂ», argue-t-elle. Et de souligner que pour donner plus de poids et de rÃ©alisme Ã cette dÃ©marche, le gouvernement ivoirien, sous l'impulsion du ministÃ¨re de la Famille a ratifiÃ© en octobre dernier le protocole additionnel de la charte africaine des droit de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes communÃ©ment appelÃ©s le protocole de Maputo.

S'appuyant donc sur ces textes fondamentaux dont la constitution et le document de politique nationale sur l'Ã©galitÃ© des chances, l'Ã©quitÃ© et le genre, adoptÃ© en 2009 oÃ¹ l'Etat s'est engagÃ© Ã appliquer un quota d'au moins 30% et la RÃ©solution 1325 relatif Ã la femme, la paix et la sÃ©curitÃ©, les cercles de pression fÃ©ministes font des incursions et du lobbying dans les forums Ã©conomiques et politiques. C'est dans ce cadre que le Compendium des compÃ©tences fÃ©minines dont Mme Jeanne Peuhmond, ConseillÃ¨re spÃ©ciale du chef de l'Etat pour les questions du genre est l'initiatrice, a vu le jour. Â«C'est est un outil consacrant la visibilitÃ©, la participation et le leadership des femmes dans la gestion des affaires aussi bien du secteur public que du secteur et privÃ©Â» affirmait Yao Euphrasie, coordinatrice du programme, lors d'un atelier organisÃ© rÃ©cemment Ã cet effet. C'est dans cette mÃªme dynamique que la ministre de la Famille de la Femme et de l'Enfant entend remettre au Chef de l'Etat, le 8 mars prochain, un livre blanc. Lequel va rÃ©sumer toutes les prÃ©occupations des femmes dans tous les secteurs d'activitÃ©. Toutefois, Ã l'en croire,

Â«Toutes ces contributions devraient se faire dans le cadre d'une politique de promotion fÃ©minine consensuelle et concertÃ©e et bien Ã©videmment, au- dessus des

considÃ©rations politiques, religieuses ou ethniquesÂ», explique Raymond Coffie.

La fÃ©minisation par compÃ©tence

A l'aube des indÃ©pendances, le prÃ©sident HouphouÃ«t- Boigny qui voulait former l'Ã©lite ivoirienne pour remplacer le colon, a Ã©tÃ© on ne peut plus clair: Â«pas d'ivoirisation au rabais!Â» Le Pr Mireille Dosso, une des premiÃ¨res femmes biologistes en CÃ´te d'Ivoire, qui a fait partager Ã l'assistance son expÃ©rience, asssÃ¨ne pour sa part que Â«pas de fÃ©minisation au rabais. On ne fait pas de politique de fÃ©minisation parce qu'il s'agit de femmes. Mais on met en oeuvre cette politique parce qu'il s'agit de femmes compÃ©tentesÂ». GrÃ¢ce Ã cette vision, elle a donnÃ© non seulement un visage fÃ©minin Ã la biologie mais ses lettres de noblesse Ã cette spÃ©cialitÃ© longtemps considÃ©rÃ©e comme marginale. Marcel Zadi Kessy, prÃ©sident du Conseil Ã©conomique et social, est l'un des farouches dÃ©fenseurs de cette thÃ¨se. Cette grande figure du monde du dÃ©veloppement est certainement le premier manager ivoirien Ã avoir responsabilisÃ© des femmes en entreprise. En effet, prÃ¨s de 26 % des effectifs des sociÃ©tÃ©s qu'il a dirigÃ©es, sont fÃ©minisÃ©s.. Un engagement saluÃ© par les Ong fÃ©minines qui ont profitÃ© de l'occasion pour rendre public un rapport de la Banque mondiale en la matiÃ¨re.

Â«Cette institution vient de sortir son rapport 2012 sur Â«EgalitÃ©s de genre et dÃ©veloppementÂ» oÃ¹ des experts ont dÃ©montrÃ© que l'Ã©galitÃ© entre les femmes et les hommes est un atout pour l'Ã©conomie, Ã travers les gains de productivitÃ©Â» ont-elles fait remarquer. I reste donc Â«aux dÃ©cideurs et chefs d'entreprises de porter les lunettes du genre et ils verront leur productivitÃ© augmenter!Â», soutient Mme Yao Euphrasie.

Par Hadja SidibÃ©